

## EGALITE HOMMES-FEMMES

# Wallonie : question de « genre »

**Le 6 mars prochain, le gouvernement wallon présentera au Parlement son plan « genre ». Écolo tente de comprendre...**

● **Pascale SERRET**

**L**es Wallons vont avoir leur plan «gender mainstreaming»: il s'agit de prévenir les inégalités entre les sexes, entre les «genres», dans la mise en œuvre de toute politique qui serait du ressort du gouvernement wallon.

La dimension de genre est donc supposée être intégrée à chaque stratégie, à chaque décision politique, de manière à s'approcher au maximum de l'égalité entre les femmes et les hommes.

On ne connaît pas encore les détails du plan. Il sera présenté le 6 mars prochain au Parlement wallon par le ministre de l'Action sociale Maxime Prévot.

Fort bien, se dit-on chez Écolo. Mais les députés du groupe ont encore en mémoire le débat de

mardi, en commission, sur la présence d'un tiers de femmes dans les collèges communaux à partir de 2018. Une proposition signée Écolo.

La majorité PS et cdH ne s'était pas montrée d'un enthousiasme délirant, évoquant notamment des arguments «anti-quota» et le respect de l'électeur (nos éditions du 25 février).

Histoire de faire avancer le débat, le député wallon Écolo Stéphane Hazée avait donc souhaité ajouter une pièce supplémentaire au dossier, sous la forme d'un avis : celui du Conseil wallon de l'Égalité Hommes et Femmes. Que pense en effet ce Conseil de la proposition de décret «deux tiers-un tiers» ?

L'Écolo comptait sur le ministre Paul Furlan (Pouvoirs locaux) pour solliciter directement cet avis. Le ministre n'avait rien promis.

Mais puisqu'il découvre ce projet de plan wallon «gender mainstreaming» à l'ordre du jour du dernier gouvernement wallon, Stéphane Hazée s'adresse cette fois au ministre-président Paul Magnette, par courrier.

*« En cohérence avec la volonté affichée par votre gouvernement d'intégrer concrètement la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, nous espérons que vous aurez à cœur d'apporter une suite favorable à cette requête, qui ne préjuge évidemment pas du débat quant au fond », écrit le député Écolo.*

Pour rappel, la députée wallonne Isabelle Simonis (PS) avait déjà déposé une proposition de décret «Gender mainstreaming» en mars 2014. Faire et défaire... ■